

Équateur : Des ONG mettent en question les chiffres officielles des disparitions forcées



Des organisations équatoriennes de défense des droits humains ont mis en question les chiffres officiels des disparitions forcées.

La Havane, 3 janvier, (RHC)- Des organisations équatoriennes de défense des droits humains ont mis en question les chiffres officiels des disparitions forcées.

Selon le bureau du procureur général, cité par le portail en ligne Primicias, de janvier à novembre 2024, neuf disparitions forcées auraient été signalées, un crime passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 26 ans de prison.

Cependant, ces données n'incluent pas des cas comme ceux des quatre enfants de Guayaquil, retrouvés morts après avoir été détenus par les militaires le 8 décembre.

Ni ceux de Dave Loor et Juan Santillán, qui ont été vus pour la dernière fois en septembre après avoir été interceptés par des fourgons militaires à Ventanas, dans la province de Los Ríos.

Ces six cas porteraient à eux seuls le nombre de disparitions forcées signalées en 2024 à 15, soit plus que les 12 signalées en 2023.

Pour les défenseurs des droits de l'homme, ce chiffre reste en deçà de la réalité pour un problème qu'ils considèrent comme étant en augmentation.

De 2014 à 2024, le bureau du procureur général a signalé 146 plaintes pour disparition forcée, principalement concentrées dans les provinces d'El Oro (39), Guayas (29), Pichincha (16) et Manabí (15), dont 67 font l'objet d'une enquête préliminaire et 78 ont été archivées. Par ailleurs, les disparitions involontaires, un autre type de crime dont l'auteur n'est pas identifié, se sont élevées à 22 000 au cours des trois dernières années, la majorité d'entre elles n'ayant pas été élucidées.

Billy Navarrete, directeur du Comité permanent pour la défense des droits de l'homme (CDH), a dénoncé le fait que de nombreuses disparitions forcées sont enregistrées comme involontaires par le bureau du procureur général, ce qui rend invisible la responsabilité de l'État.

Ces données sont révélées au milieu des dénonciations de l'affaire des quatre mineurs qui a choqué le pays et a mis en lumière les actions des institutions de l'État, en particulier les forces armées et leurs attributions dans le contexte du conflit armé interne.

Dans ce contexte, le ministre du Gouvernement, José de la Gasca, a estimé qu'il y a une campagne promue par les agendas de la mafia, qui cherche à discréditer tout le cadre institutionnel. "Ils essaient de créer un écran de fumée pour provoquer encore plus le conflit armé, et nous ne le permettrons pas", a-t-il souligné. (Source : Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/373324-equateur-des-ong-mettent-en-question-les-chiffres-officielles-des-disparitions-forcees>



Radio Habana Cuba